

Grenoble : Piolle a subventionné pendant 3 ans le CCIF !

écrit par Christine Tasin | 30 octobre 2020



Il a fallu que Darmanin parle d'une éventuelle dissolution du CCIF pour que de bonnes âmes s'émeuvent enfin... il n'est jamais trop tard pour bien faire ! Et plus les accointances avec le CCIF, avec les Frères musulmans et autres islamistes seront révélées et surtout dénoncées publiquement moins les islamo-collabos pourront travailler avec eux et leur donner un gage de respectabilité. Naëm Bestandji se plaint d'alerter depuis 4 ans, en vain. On compatit, à RR, mais on n'est pas étonnés, nous qui sommes lanceurs d'alerte depuis au moins 15 ans ! Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre... Et quand on voit que la Préfecture, sous Hollande déjà, ne voyait aucun problème dans le fait de subventionner le CCIF, qui peut s'étonner de l'état de la France et de la progression du « séparatisme » avec les encouragements et l'aide de l'Etat ? Parce que c'est bien ce dont il s'agit. Quant à la Préfecture qui ose prétendre que, en 2016, il n'y aurait pas eu de liens avérés entre CCIF et islamisme...

Dès le début de RR nous avons dénoncé les associations

islamistes dont le CCIF. Nous avons même, en 2013, lancé une pétition où le CCIF était clairement nommé aux côtés de l'UOIF. C'était quand nous n'avions pas encore compris que les pétitions ne servaient à rien et étaient même contre-productives...

<https://resistancerepublicaine.com/2013/08/27/9868/>

Polémique autour des subventions de la Ville de Grenoble au Collectif contre l'islamophobie en France

Jean-Benoît VIGNY28 oct. 2020 à 17:176236 vues

Le chercheur grenoblois Naëm Bestandji, spécialiste de l'islam radical, révèle que, pendant trois ans, la Ville de Grenoble a versé une subvention au CCIF. Une association décrite la semaine dernière comme « un ennemi de la République » par le ministre de l'Intérieur.

1| Ce qui s'est passé

De 2016 à 2018, la Ville de Grenoble a voté une subvention (2 000 euros, puis 1 000 et 800) à "l'association de défense des droits de l'homme et collectif contre l'islamophobie en France". On en trouve facilement trace dans une délibération du conseil municipal, notamment en 2016, signée par l'ex-conseillère municipale Maryvonne Boileau au titre de la commission "ville solidaire et citoyenne".

ASS ETUDIANTS MASTER DIFFUSION CULTURE (AEMD)	49886760500012	498867605	W381003326	Université Grenoble Alpes, Bâtiment Stendhal - UFR LIASEC	GRENOBLE Cedex 9	38040	1 000,00	0,00
ASS FORMATION DES RURAUX AUX ACTIVITES DU TOURISMES - AFRAT	77947830400016	779478304	0381005364	314 Chemin du Manoir	AUTRANS-NEAUX EN VERCOIRS	38880	23 525,00	0,00
ASS GRENOBLOISE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ARGENTIN (AGSFA)	44519978900022	445199789	0381030535	25, rue des Chasseurs	SEYSSINS	38180	8 000,00	0,00
ASS READAPTATION DEFENSE DEVENUS SOURDS-MUETS	42975873300035	429758733	W751031042	29 rue des Mûriers	SEYSSINS	38180	500,00	0,00
ASS RESIDENTS CASCATELLES ARC				52 Avenue de Constantine	GRENOBLE	38100	0,00	4 845,00
ASS. TESSER DES LIENS SOLIDAIRES-ATLAS	81384468900016	813844689		Maison des Associations	GRENOBLE	38000	1 000,00	0,00
ASSO DE GESTION POUR LE FONCTIONNEMENT DES CONSEILS CITOYENS INDEPENDANTS VDG-ACCIG	81426230900010	814262309	W381017090	Maison des Associations	GRENOBLE	38000	2 900,00	0,00
ASSOCIATION CAMAYENNE DE L'ISERE	81539607500019	815396075		25 Rue Léo Lagrange	GRENOBLE	38100	1 000,00	0,00
ASSOCIATION DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME-ADDH	48006349400029	480063494	W952004150	Chez M. Samy DEBAH	GARGES LES GONNESSE	95140	2 000,00	0,00
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE/APEV	39032205500034	390322055	91/2899	71 bis avenue Félix et Denise	GRENOBLE	38100	19 500,00	0,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET DEVIANTURES DE LA RUE CHENOISE	80795022500019	807950225		14 rue Chenaise	GRENOBLE	38000	4 000,00	0,00

2| Pourquoi ça pose problème

Militant laïque et féministe, le chercheur Naëm Bestandji, « issu de l'immigration maghrébine et de culture musulmane » [s'en explique](#). Comme d'autres associations controversées, [le CCIF est dans le viseur du gouvernement depuis le meurtre de Samuel Paty](#) : « Le CCIF se présente comme apolitique et areligieux, mais ça, c'est pour la vitrine de gens qui adhèrent en fait à l'idéologie des frères musulmans. Ils se présentent comme les meilleurs défenseurs de la laïcité mais n'ont jamais hésité à tenir des discours politiques dans des lieux de culte, en infraction [avec l'article 26 de la loi de 1905](#). Pour eux, les musulmans qui ne correspondent pas à leur vision de l'Islam seraient des traîtres à leur communauté. Ils n'ont en fait jamais défendu les musulmans, ils ont toujours défendu les islamistes. Ils ont par exemple toujours défendu les femmes qui se battent pour porter le voile mais jamais celles, musulmanes, qui luttent pour ne pas le mettre. Le CCIF fait croire que l'islamophobie serait un délit, or juridiquement, c'est un mensonge. Ce sont les actes et les propos anti-musulmans qui le sont. »

3| Une association domiciliée à Garges-lès-Gonnesses...

L'association subventionnée est domiciliée en Ile-de-France, officiellement « chez monsieur Samy Debah », fondateur du CCIF et candidat aux municipales de Garges-lès-Gonnesses en 2020. « Quelle autre association pourrait prétendre à une subvention municipale alors qu'elle n'est pas domiciliée dans la municipalité ni même le département ? », interroge Naëm Bestandji. En 2016, selon notre décompte, seules six

associations subventionnées sur plus de 400 n'étaient pas domiciliées dans la Métropole.

4| Une charge contre Éric Piolle...

Naëm Bestandji poursuit : « Le CCIF utilise l'ensemble des musulmans comme bouclier idéologique victimaire. Quand Monsieur Piolle dit qu'il faut lutter contre l'islamisme politique, on enfonce une porte ouverte mais, sur le terrain, il le finance. Le maire de Grenoble est complètement ignorant sur le sujet. Comme une partie de la gauche, il a une vision exotique des musulmans, héritée de l'époque coloniale. Eux qui se présentent comme les parangons de la tolérance tiennent en fait le même discours que l'extrême droite, qui revient à considérer que tous les musulmans sont pareils, non pas dans leur modération ou leur républicanisme mais dans leur extrémisme, c'est ahurissant. » Il rappelle enfin que le CCIF n'a jamais invité la mosquée de Paris à ses événements, elle qui, la semaine dernière encore, avait de nouveau appelé "à la responsabilité et à l'édification d'un Islam des Lumières".

Le 20 octobre, le directeur du CCIF avait répondu dans nos colonnes aux propos du ministre Gérald Darmanin. « Tous ceux qui critiquent le CCIF sont ceux qui ne reconnaissent pas la réalité de l'islamophobie en France. On veut nous museler », disait Jawad Bachare, directeur du CCIF.

« J'alerte depuis quatre ans »

« Sur le CCIF, j'alerte depuis quatre ans et sur Alliance citoyenne depuis les premières affaires de burkini. Sur l'agglomération, rares sont les politiques à m'avoir sollicité pour les sensibiliser sur ces questions, aucun ne l'a fait à EELV. » Matthieu Chamussy, ex-conseiller municipal d'opposition, l'avait convié à une conférence en septembre 2019. Naëm Bestandji attaque : « Pire encore, j'alerte aussi sur le fait que, depuis plusieurs années, un cordon sanitaire a été créé par une partie de la gauche pour protéger l'islamisme politique. Ces dernières années, moi et d'autres sommes plus souvent confrontés à des militants d'extrême gauche qui défendent les islamistes qu'aux islamistes eux-mêmes. Subventionner le CCIF, alors que je lutte pour informer et alerter sur ce fleuron de l'islamisme politique, fait partie du cordon sanitaire. »



Emmanuel Carroz, adjoint à la mémoire, aux migrations et coopérations internationales : « *Si les liens avec l'islamisme sont avérés, nous demanderons le remboursement des subventions* »

Comment la Ville a-t-elle subventionné cette association ?

« Initialement, le dossier avait été traité sous la triple instruction de la préfecture, de la Métropole et de la Ville. Et il n'y a pas eu d'opposition de la préfecture pour financer ce début d'activité. Nous avons été en contact ce mercredi avec la préfecture qui rappelle qu'il faut se remettre dans le contexte 2016 où il n'y avait pas de lien avéré entre le CCIF et d'autres réseaux. Par contre, nous avons arrêté la subvention en 2019 car nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'activité qui concernait les Grenoblois. »

C'était donc à fonds perdus ?

« En fait, les personnes qui venaient aux permanences n'étaient pas spécifiquement de la ville. Or, nos actions doivent correspondre aux besoins des Grenoblois. On souhaitait des conseils juridiques ouverts aux Grenoblois et, comme ils n'y allaient pas, nous n'avons pas maintenu la subvention. »

Mais avoir accordé une subvention à une association basée à Garges-lès-Gonesses, ça surprend...

« Il y avait une antenne grenobloise depuis 2012. Beaucoup d'associations nationales fonctionnent ainsi. »

Est-ce que ça vous interroge sur les mécanismes d'attribution de subvention ?

« En 2016, le contexte était différent. Si, aujourd'hui, le ministère conclut à des liens avec des réseaux islamistes, on demandera le remboursement des trois ans de subventions. On est évidemment totalement à disposition de la préfecture pour travailler avec elle. On fera très attention à leurs recommandations. »

Mais vous entendez le discours qui taxe une partie de la gauche d'une trop grande proximité avec l'islamisme politique ?

« Si on a une seule proximité, c'est avec les valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité. Il y a une "trumpisation" du débat, il ne faut pas aller là-dedans alors qu'on a besoin d'unité nationale. Le meurtre de Samuel Paty est odieux et je suis d'autant plus choqué en tant qu'enseignant. La Ville et la majorité sont mobilisées pour continuer à faire vivre ces valeurs de la République. »

<https://www.ledauphine.com/politique/2020/10/28/isere-politique-la-ville-de-grenoble-a-verse-3-800-au-collectif-contre-l-islamophobie-en-france-une-subvention-qui-fait-polemique>